

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Réf SOLEIL : AFFAIRE 2025-038-VB
VB – 65 25 xxxx**

**Objet :
Maintenance préventive et corrective de la détection
Gaz du site du Synchrotron SOLEIL**

PUBLIC

La version électronique fait foi.

TABLE DES MATIERES

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2. OBJET	4
2.1. OBJET DU MARCHÉ	4
2.2. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
2.3. FORME DU MARCHÉ	4
2.4. ALLOTISSEMENT	4
3. DOCUMENTS APPLICABLES	4
4. ETENDUE DES TRAVAUX	5
5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
5.1. RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE	5
5.2. OBLIGATION DE RESULTAT	6
5.3. OBLIGATION DE CONSEIL	6
6. CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION	6
6.1. LIEU D'EXECUTION ET CONDITIONS D'INSTALLATION	6
6.2. MOYENS CONFIES AU TITULAIRE	6
6.3. MOYENS ET MATERIELS MIS EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE	6
6.4. PERSONNEL	7
6.5. DEMARCHE DE TRAVAIL	7
6.6. PART FORFAITAIRE	7
6.7. PART AU BORDEREAU : TRAVAUX HORS FORFAIT	7
6.8. CONDITIONS PARTICULIERES	8
7. DUREE	8
7.1. DUREE DU MARCHÉ	8
7.2. DUREE ET PERIODE DES INTERVENTIONS PREVENTIVES	9
7.3. PERIODE ET DELAI DES INTERVENTIONS CORRECTIVES	9
8. RESPONSABILITE	9
8.1. ACCES – CONSIGNES	9
8.2. ASSURANCES	9
8.3. OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	10
8.4. CONFIDENTIALITE ET SECURITE	10
8.4.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	10
8.4.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
9. MONTANTS	11

9.1.	MONTANT DU MARCHÉ	11
9.2.	MONTANTS MINI/MAXI	11
10.	REVISION DES PRIX	12
11.	CLAUDE DE REXAMEN.....	12
11.1.	MODIFICATION DU MARCHÉ	12
11.2.	ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM.....	13
12.	FACTURATION ET PAIEMENT	13
12.1.	FACTURATION	13
12.2.	TERMES DE PAIEMENT	13
12.3.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	13
13.	PENALITES	13
13.1.	PENALITES DE RETARD	14
13.2.	PENALITES D'INDISPONIBILITE	14
13.3.	AUTRES PENALITES.....	15
14.	SOUS-TRAITANCE.....	15
15.	GARANTIE.....	16
16.	ATTRIBUTION DE JURIDICTION	16
17.	DEROGATION AU CCAG	16
18.	INTERLOCUTEURS.....	16

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Synchrotron SOLEIL

L'Orme des Merisiers – Départementale 128

91190 Saint-Aubin

2. OBJET

2.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent CCAP définit les conditions selon lesquelles SOLEIL confie au Titulaire, qui accepte, la maintenance préventive et corrective, les travaux d'extension de la détection gaz des bâtiments existants du site du Synchrotron SOLEIL pour le compte de la Société civile Synchrotron SOLEIL située à Saint Aubin (91), ci-après dénommée SOLEIL.

Ces prestations seront assurées au bénéfice de la division Accélérateurs et Ingénierie du SOLEIL.

2.2. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Dans le cadre de la passation de ses marchés, SOLEIL est soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique.

La procédure de passation retenue par SOLEIL pour ce marché est la procédure adaptée ouverte définie à l'article L.2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP), avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur.

2.3. FORME DU MARCHÉ

Le marché est conclu sous la forme d'un marché à prix mixtes :

- Une part programmable à prix forfaitaire pour les prestations de maintenance préventive prévues au DPGF,
- Une part non programmable à bons de commande, pour les prestations de maintenance corrective traitée à prix unitaires tels que précisés au BPU.

2.4. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. Suivant les articles L.2113-1 et R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique, le choix de ne pas alloter le marché est motivé par la raison suivante : La scission en lots distincts de la prestation ne permet pas de répondre, de manière optimale à l'objectif dudit marché, lequel nécessite une cohérence d'ensemble dans l'exécution de la prestation. L'allotissement risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3. DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissant :

1. L'Acte d'engagement et son annexe financière (DPGF_BPU)
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),

3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) en vigueur à la date de signature du marché,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) référencé xxxxxxxxxx
5. Le règlement intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition du 1er mai 2014),
6. Le protocole de sécurité Synchrotron SOLEIL
7. Le dossier technique et financier du Titulaire et de ses annexes éventuelles.
8. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus ; ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Est réputée non-écrite toute mention des documents établis par le Titulaire contraire aux clauses des CCAP, CCAG et CCTP précités.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Ce mois correspond au mois de remise de l'offre du Titulaire.

4. ETENDUE DES TRAVAUX

Le Titulaire se conformera aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site, et plus généralement, à toutes les instructions qui lui seraient données par SOLEIL. Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations conformément au cahier des clauses techniques particulières et se conformera notamment aux conditions particulières prévues dans ce dernier. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans ces documents, sans l'accord préalable écrit de SOLEIL.

Le marché concerne des prestations de maintenance préventive et des prestations de maintenance corrective dont les conditions d'exécution sont détaillées dans le CCTP.

Ces prestations se feront conformément aux règles de l'art et aux référentiels retenus dans le CCTP.

Les prestations de maintenance préventive font l'objet d'interventions planifiées.

Les prestations de maintenance corrective sont des prestations effectuées à la demande expresse de SOLEIL, après constatation d'un dysfonctionnement de l'installation ou du système.

5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à informer et à transmettre à SOLEIL, conformément à la réglementation, les pièces suivantes :

- La liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;

- L'attestation du respect de ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

5.2. OBLIGATION DE RESULTAT

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans CCTP et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de SOLEIL toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

5.3. OBLIGATION DE CONSEIL

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de SOLEIL.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement SOLEIL sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts de SOLEIL.

6. CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION

6.1. LIEU D'EXECUTION ET CONDITIONS D'INSTALLATION

Les prestations seront à effectuer dans les locaux du Synchrotron SOLEIL - L'Orme des Merisiers – Départementale 128-91190 SAINT-AUBIN.

Les travaux seront exécutés du lundi au vendredi pendant les heures ouvrables, à savoir de 08h00 à 17h00, à l'exception des jours de fermeture de SOLEIL.

La maintenance préventive se fera pendant les horaires normaux de travail. Cependant, lorsque cette maintenance nécessite un arrêt empêchant un fonctionnement normal de l'activité de l'installation, ces travaux seront programmés hors horaires normaux.

Le Titulaire aura l'obligation de respecter le planning prévisionnel des maintenances.

6.2. MOYENS CONFIES AU TITULAIRE

SOLEIL fournira au Titulaire et sur sa demande écrite, les moyens, les matières et matériaux dont il peut seul disposer ou qu'il peut seul se procurer et qui seraient reconnus nécessaires à l'exécution des prestations confiées au Titulaire.

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution du présent marché incombera au seul Titulaire sauf cas de force majeure.

6.3. MOYENS ET MATERIELS MIS EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à affecter le personnel compétent et qualifié pour effectuer les prestations relatives au présent marché.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Lorsque le Titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS. Le Titulaire devra obligatoirement fournir les certifications du nouveau personnel mis en place.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant à SOLEIL qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant à SOLEIL étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

6.4. PERSONNEL

Il est rappelé que le personnel du Titulaire affecté à la réalisation des prestations techniques demandées par SOLEIL, objet du présent marché, reste en tout état de cause sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du représentant du Titulaire, qui assure l'autorité technique, la gestion administrative, comptable et sociale de son personnel.

Le Titulaire se conformera aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site, et plus généralement, à toutes les instructions qui lui seraient données par SOLEIL. Le Titulaire se conformera notamment aux conditions particulières prévues dans le CCTP et dans le CCAG.

6.5. DEMARCHE DE TRAVAIL

Les Parties conviennent de travailler dans une démarche constructive pour atteindre les objectifs et résultats tels que définis dans le présent marché.

Chacune des Parties répondra aux demandes d'informations, d'avis ou d'approbation de l'autre Partie, pour respecter le planning général des prestations.

Chacune des Parties convient que chaque responsable de suivi technique, seul interlocuteur de l'autre Partie, dispose des pouvoirs, de la connaissance et des compétences nécessaires pour prendre en temps utile les décisions qui peuvent s'imposer, sans toutefois pouvoir modifier les termes et les obligations contractuels de chacune des Parties, autrement que dans le cadre d'un avenant.

Les Parties s'engagent à communiquer les difficultés dont elles pourraient prendre la mesure au regard de leur expérience, au fur et à mesure de l'avancement de la maintenance, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite de l'ensemble.

Les Parties s'engagent mutuellement à s'informer de toutes informations et/ou événements et/ou se communiquer tous documents et/ou informations qui seraient utiles pour la bonne exécution du présent marché.

6.6. PART FORFAITAIRE

La part forfaitaire correspond à la maintenance préventive.

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, un avenant sera émis annuellement pour les renouvellements éventuels de la part forfaitaire.

6.7. PART AU BORDEREAU : TRAVAUX HORS FORFAIT

La part au bordereau correspond à la maintenance corrective.

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins pour la part non programmable.

Conformément aux articles 3.1 et 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par courriel. La date de réception du courriel fait courir les délais d'exécution. Dès réception du bon de commande, le Titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

La planification et le contenu de la maintenance corrective seront établis selon les recommandations du Titulaire et ce, suivant les besoins et les contraintes liés à l'exploitation du Synchrotron SOLEIL.

Cette part devra être exécutée après réception d'une Commande OS (ordre de service) émis par SOLEIL.

Chaque Commande OS définit ses propres conditions particulières d'exécution et notamment :

- La nature des prestations à réaliser
- Le lieu d'exécution,
- Le délai d'exécution,
- Le montant en application des taux unitaires définis dans le bordereau de prix joint.

Le Titulaire dispose d'un délai d'une semaine pour formuler d'éventuelles observations sur les termes de la commande. Sans observation dans ce délai, l'OS sera considéré comme ayant été accepté.

Le Titulaire ne devra intervenir que lorsqu'une commande lui aura été adressée.

Aucune commande OS ne sera émise en régularisation de travaux effectués.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché.

6.8. CONDITIONS PARTICULIERES

Tout dispositif sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française ou anglaise, et en particulier des prescriptions et consignes d'installation et de mise en service. Seront également joints, toutes les attestations spécifiques ou réglementaires relatives au matériel fourni.

7. DUREE

7.1. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée de **TROIS (3) ans à compter du xxxxxxxx**.

Le marché peut ensuite être reconduit 2 fois par période successive de 1 an, sans que sa durée totale puisse excéder 5 ans (CINQ ANS).

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par SOLEIL, reconduit automatiquement le marché).

Dans ce cadre, le Titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Toutefois, SOLEIL se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, 2 mois (DEUX MOIS) avant la date anniversaire du marché, et ceci sans indemnités pour le Titulaire.

Les prestations relatives à la maintenance seront exécutées dans les délais prévisionnels indiqués dans le planning de réalisation des prestations.

Chaque année, un mois avant la date anniversaire de la signature du présent marché, le Titulaire et SOLEIL provoqueront une réunion afin d'examiner si toutes les obligations contractuelles ont été respectées au cours de l'année passée. Si celles-ci ne l'ont pas été, SOLEIL pourra résilier le présent marché de plein droit sans indemnités compensatrices.

Un planning détaillé sera établi avec SOLEIL à la réunion de lancement afin de tenir compte du planning de fonctionnement de la machine.

Ce dernier deviendra contractuel.

7.2. DUREE ET PERIODE DES INTERVENTIONS PREVENTIVES

La durée des visites préventives est effectuée de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de SOLEIL, notamment en ce qui concerne les essais des asservissements. Ces visites se déroulent de 8h00 à 17h00, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

7.3. PERIODE ET DELAI DES INTERVENTIONS CORRECTIVES

En cas de panne, d'anomalie ou de dérangement quelconque dans les installations, le Titulaire, sur appel de SOLEIL, pourra être sollicité en dehors des périodes prévues pour les contrôles périodiques et déléguera un technicien pour analyser le problème décelé.

Le Titulaire interviendra dans un délai maximum de 72 heures à partir de l'heure d'accusé de réception de la demande d'intervention formulée par SOLEIL pour effectuer le diagnostic.

Dans un délai de 24H après le diagnostic, Le Titulaire fournira à SOLEIL un devis conforme au BPU et mentionnera en particulier, les délais d'approvisionnement.

Le Titulaire s'engagera à réaliser les travaux correctifs, au plus tard 48H (sauf week-end, férié et période de fermeture de SOLEIL) après la date d'approvisionnement prévu au devis.

Le Titulaire s'assure du bon fonctionnement de ses moyens de communication.

8. RESPONSABILITE

8.1. ACCES – CONSIGNES

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès Imposées par SOLEIL.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

8.2. ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, les Titulaires justifient qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le Titulaire doit donc produire une attestation de son assureur indiquant la nature de la garantie couvrant tous les risques d'accidents Imputables à l'entreprise.

Le Titulaire doit avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue, un contrat d'assurance couvrant, notamment, entre autres garantie les conséquences qu'il peut

encourir dans le cas d'accidents causés au tiers et engageant sa responsabilité à l'occasion des opérations objet du présent marché.

Il est précisé que sont exclus les dommages dus à un cas de force majeure tel que défini par la législation et reconnu par la jurisprudence ou comme déterminé ci-après : Est considéré comme cas de force majeure, exonérant le titulaire de toute responsabilité, tout fait ou événement imprévisible qui le met dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de ses engagements ou qui ne lui permet pas d'empêcher le dommage qui s'est, tel que les faits de guerre, émeutes, mouvements populaires. Dans les cas de force majeure prolongés entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt de longue durée des prestations et des fournitures du Titulaire, celui-ci devra proposer à SOLEIL une adaptation provisoire du contrat à cette situation, notamment dans les clauses de facturation.

La responsabilité du Titulaire est engagée par l'exécution de sa mission en cours d'exploitation, le titulaire découvrant un vice caché sur une des installations, s'engage à en informer SOLEIL, lui proposant toute action ou mesure à prendre pour préserver ses intérêts ou y remédier.

8.3. OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité des prestations.

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant Obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par SOLEIL.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire du marché (article 41.1 du CCAG FCS).

8.4. CONFIDENTIALITE ET SECURITE

8.4.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire et SOLEIL qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de SOLEIL, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

8.4.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par SOLEIL, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe à SOLEIL d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

9. MONTANTS

9.1. MONTANT DU MARCHE

Montant de la part forfaitaire :

Le montant des prestations est fixé à la somme forfaitaire et ferme de _____ €H.T
(_____ EUROS ____ CENTIMES HORS TAXES) pour 3 ans, soit :

- _____ €HT du xx/xx/2025 au 31/12/2025,
- _____ €HT du 01/01/2026 au 31/12/2026,
- _____ €HT du 01/01/2027 au 31/12/2027,
- _____ €HT du 01/01/2028 au xx/xx/2028,

Montant de la part au bordereau :

Le montant sera fixé sur devis par application des prix unitaires mentionnés dans le bordereau de prix joint en annexe.

9.2. MONTANTS MINI/MAXI

Montant de la part forfaitaire :

- Montant minimum : correspond au montant prestations forfaitaires sur 3 ans ;
- Montant maximum : correspond au montant des prestations forfaitaires sur 5 ans en cas de reconduction (2 fois 1 an).

Montant de la part au bordereau :

- Montant minimum : Pas de minimum
- Montant maximum : Le montant total ne pourra en aucun cas dépasser le budget de :
 - o _____ €HT sur la durée ferme de 3 ans (années N, N+1 et N+2)
 - o _____ €HT pour une durée de 4 ans en cas d'une première reconduction d'un an (années N, N+1, N+2 et N+3)
 - o _____ €HT pour une durée de 5 ans en cas d'une seconde reconduction d'un an (années N, N+1, N+2, N+3 et N+4)

Aucune indemnité de dédit ne sera due par SOLEIL au cas où le montant cumulé des bons de commande passés sur le fondement du marché n'atteindrait pas le montant estimé indiqué ci-dessus.

10. REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes pendant la première année.

Ils sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, **en hausse comme en baisse**, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,125 + 0,875 \times I(n)/I(o)]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- I(o) et I(n) sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché au mois " mo " et au mois n.

L'index utilisé est le suivant :

ING : Ingénierie

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE (Identifiant INSEE 001711010) et du Moniteur.

La mise en œuvre de cette formule se fera annuellement, à l'initiative du Titulaire, en transmettant sa demande à SOLEIL. La révision sera calculée par le Titulaire un mois avant la date anniversaire du marché avec l'indice connu à cette date et prendra effet à la date anniversaire du marché, après envoi d'une lettre avenant de la part de SOLEIL.

A réception de cette dernière, le Titulaire appliquera le prix révisé sur le montant HT de toutes ses demandes de paiement.

11. CLAUSE DE REXAMEN

La présente clause de réexamen a pour objet de prendre en compte des éventuelles fluctuations, sans risquer de bouleverser l'économie générale du marché d'une part.

11.1. MODIFICATION DU MARCHE

SOLEIL pourra, le cas échéant et sous réserves du respect de la réglementation, apporter des modifications au marché et ce conformément aux articles R2194-1 et R 2194-2 du Code de la Commande Publique, notamment pour l'ajout de prestations non prévues dans le bordereau des prix unitaires mais devenues nécessaires et conformes à l'objet du marché.

Dans cette hypothèse, une offre de prix sera annexée au marché. A chaque modification, un avenant sera établi. Cet avenant précisera notamment :

- La date d'effet de la modification,
- Le nouveau BPU à jour.

11.2. ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM

SOLEIL pourra, si le montant maximum est atteint :

- Augmenter le maximum du marché pour un montant maximum de 40% par rapport au montant maximum initial, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- Résilier le marché sans indemnisation du Titulaire et engager éventuellement une nouvelle consultation en vue de son renouvellement.

La mise en œuvre de ces modifications sera subordonnée à la seule décision de SOLEIL.
Tout changement ou intégration fera l'objet d'un avenant.

12. FACTURATION ET PAIEMENT

12.1. FACTURATION

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG, toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier, à savoir : VB-6X XX XXXX.

Elles seront adressées par e-mail à : finances@synchrotron-soleil.fr

Les règlements interviendront à trente jours fin de mois de réception des factures après approbation de la prestation par SOLEIL.

12.2. TERMES DE PAIEMENT

Part forfaitaire :

Le paiement de la part forfaitaire sera effectué sur facturation mensuelle (correspondant à 1/12^{ième} du montant annuel) après acceptation des prestations par SOLEIL.

Part au bordereau :

Chaque commande OS définira les termes de paiements qui lui sont applicables.

Le montant ci-dessus sera augmenté des taxes en vigueur correspondantes au moment de son exigibilité.

12.3. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par l'acte spécial (DC4) signé par le représentant légal du pouvoir adjudicateur, par le Titulaire qui conclut le marché de sous-traitance et par le sous-traitant.

Pour les sous-traitants en paiement direct, le titulaire joint, à sa demande de paiement, une attestation indiquant la somme à payer par SOLEIL à chaque sous-traitant concerné.

13. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

13.1. PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le Titulaire :

- Ne respecte pas les délais d'exécution du planning prévisionnel pour lesquels il s'est engagé,
- Ne respecte pas délai d'intervention maximum de 72 heures pour un diagnostic et de 48 heures pour la réalisation des travaux
- A du retard dans la transmission de rapport de contrôle, rapport de vérifications, transmission des devis dans un délai de 24 heures, des comptes rendus de réunions, ou tout autre transmission de document demandée,

Celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$P = (V \times R) / 100$ dans laquelle :

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

R = Le nombre d'heures en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront déduites de la facture suivant la constitution du retard, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, SOLEIL se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire.

De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, SOLEIL, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché. SOLEIL pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

13.2. PENALITES D'INDISPONIBILITE

Conformément à l'article 14.2 du CCAG FCS, un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de SOLEIL et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel

défaillant est retardé du fait de SOLEIL, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;

- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître à SOLEIL la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse le seuil de huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site, le titulaire est soumis à des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, la pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 30 ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

13.3. AUTRES PENALITES

Non-respect des consignes de sécurité, de travail, du matériel préconisé, dégradation de matériel par l'entreprise : 200 euros par infraction

14. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Le Titulaire assumera l'entière responsabilité de la réalisation, que les prestations soient exécutées par lui-même ou par une entreprise sous-traitante. Il s'oblige en particulier à faire respecter toutes les clauses du présent marché par ses sous-traitants.

Le Titulaire ne pourra en aucune façon prétendre à être relevé des obligations qui découlent du présent contrat par la faute ou la défaillance d'un sous-traitant.

Si un sous-traitant du Titulaire est amené à intervenir sur le site de SOLEIL, le Titulaire s'engage à en faire la demande écrite à SOLEIL par le biais d'un DC4 avant son intervention. La décision fera l'objet d'un accord de SOLEIL avant intervention. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation de SOLEIL que des entreprises répondant aux conditions fixées au code de la commande publique.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent CCAP par son (ou ses) sous-traitant(s).

15. GARANTIE

L'article 33 du CCAG-FCS s'applique de plein droit. Le point de départ du délai de la garantie est la date d'admission des prestations.

16. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend relatif à la validité ou à l'exécution du marché non résolu à l'amiable entre les parties sera soumis aux tribunaux compétents.

17. DEROGATION AU CCAG

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il déroge
Article 11.1	Article 11.8 – Facturation électronique
Article 12	Article 14 - Pénalités

18. INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

Pour SOLEIL

Pour des aspects techniques :

NOM Prénom _____

Tél : _____

@ : _____

Pour des aspects administratifs :

NOM Prénom _____

Tél : _____

@ : _____

Pour le Titulaire

Pour des aspects techniques :

NOM Prénom _____

Tél : _____

@ : _____

Pour des aspects administratifs :

NOM Prénom _____

Tél : _____

@ : _____

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

SOLEIL et le Titulaire se tiendront mutuellement au courant, par l'intermédiaire de leur interlocuteur technique accrédité, des prestations en cours et des réalisations obtenues.

Ces interlocuteurs se réuniront à la demande de l'une ou l'autre partie par échange de correspondances.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire et soumis à l'accord préalable de SOLEIL avant toute diffusion.